

L'INTERCESSION POSSIBLE D'UN DIRECTEUR DE BANQUE EN FAVEUR DES CINQ DRAGONS

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Le *China Post* de Hong Kong a révélé que la fortune de Lui Luk, l'un des cinq dragons, s'élève au bas mot à 500 millions de dollars. Le ministre pourrait-il nous dire, puisqu'il a maintenant eu le loisir d'examiner le dossier et d'en étudier les détails, si un directeur de banque du Canada ou d'ailleurs est intervenu en faveur de l'un quelconque des cinq dragons pour favoriser son immigration chez nous?

L'hon. Bud Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): A supposer qu'ils aient apporté avec eux tout cet argent; mais il ne faut pas croire tout ce qu'on lit dans les journaux. D'après les renseignements que je possède, les cinq dragons—pour reprendre l'expression qu'on se plaît à utiliser ici—qui ont été admis en qualité d'immigrants ont déclaré posséder entre \$53,000 et \$341,000, ce qui est bien loin des millions qu'ont mentionnés Radio-Canada et l'article de journal.

Des voix: Oh, oh!

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE QUELLES MESURES SERONT PRISES POUR PROTÉGER LES PRODUCTEURS DE VOLAILLE

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Hier, à la période des questions, je faisais part au ministre des Finances des inquiétudes sérieuses des producteurs de volaille du Canada devant les importations massives des États-Unis, et le ministre dans sa réponse a dit ceci, et je cite:

Monsieur l'Orateur, je prends la question comme préavis pour mon collègue, à qui je demanderai en même temps de donner une réponse à l'honorable député.

Étant donné la gravité de la question, je comprends que seulement 24 heures se sont écoulées, mais comme le transport se fait d'une façon très rapide, que les camions circulent à plein rendement et que les producteurs s'inquiètent d'une façon encore plus sérieuse aujourd'hui, est-ce que le ministre peut dire à la Chambre si effectivement il a fait part à son collègue de cette situation, et est-il en mesure aujourd'hui de dire à la Chambre quelles mesures seront prises pour améliorer la situation des producteurs de volaille et également les protéger dans leur industrie?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit hier, le ministre de l'Agriculture s'est rendu compte de cette situation, et je crois qu'il sera en mesure de faire une déclaration sur cette question d'ici quelques jours.

Questions orales

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, j'aurais bien aimé poser une question au secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture, qui était à la Chambre il y a quelques instants. Toutefois, avec votre permission, d'ici la fin de la période de questions orales, étant donné qu'il est absent dans le moment, j'aimerais que vous m'accordiez la parole, car j'aimerais bien lui poser cette question très importante.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je suis avisé par mes collègues que le ministre de l'Agriculture a déjà fait sa déclaration hier soir.

M. Lambert (Bellechasse): Merci, monsieur l'Orateur.

* * *

● (1430)

[Traduction]

LES FINANCES

PROPOSITION DE SURVEILLANCE DES MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LE CANADA ET L'ÉTRANGER EN VUE DE L'IDENTIFICATION DES CAPITAUX DU MONDE INTERLOPE

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre à propos de la recrudescence du crime organisé au Canada. Sans parler du contrôle des devises au sens général du terme, le ministre croit-il qu'on pourrait surveiller dans une certaine mesure les mouvements de fonds entre le Canada et l'étranger afin d'intercepter les fonds que le monde interlope transfère, peut-être pour mieux les camoufler dans des entreprises illicites? Je crois que le ministre conviendra avec moi que même si notre balance commerciale est déficitaire, nous pouvons nous passer de ce genre d'investissements et des 500 millions de dollars que Lui Luk possède effectivement.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je voudrais d'abord remercier le député de m'avoir prévenu à l'avance de sa question. Je partage entièrement l'avis qu'il vient d'émettre. Si on me pose la question au pied levé, je dirais que nous risquons de devoir contrôler toutes les transactions commerciales privées qui se font entre le Canada et l'étranger dans le seul but d'obtenir ces renseignements. Le député n'est pas sans savoir que le gouvernement n'enquête pas sur les transactions de capitaux de tous les Canadiens ou de tous ceux qui amènent des capitaux au pays. Il faudrait, à mon avis, penser très sérieusement aux conséquences que cela risque d'avoir pour l'entreprise privée, tout en admettant que l'intention du député est tout à fait louable.

M. MacKay: Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre de sa réponse, mais je me demande s'il ne pourrait envisager la possibilité de faire appel à certaines institutions financières, qui apporteraient une collaboration volontaire en exerçant une extrême vigilance et en avertissant le gouvernement des tentatives de transactions qui lui paraissent louches, cela afin de contrecarrer et de déjouer les transferts de fonds dans le monde interlope. Le ministre s'engage-t-il à étudier cette possibilité?